

Interview de Christian Lequesne (SciencesPo.-CERI)
par Aliénor Plumel et Donatien Géry, le 9 mai 2019
Prépa Sciences Po - Lycée international François 1^{er}



Aliénor (A) : Bonjour ! Pour commencer qu'est- ce qu'être européen pour vous ?

Christian Lequesne (CL) : Oh c'est une question facile ça ! Écoutez, moi d'abord je me sens européen par ma naissance parce que j'avais un père français et une mère allemande, j'ai toujours une mère allemande mais mon père hélas est décédé. Je pense que si je me suis intéressé aux questions européennes ce n'est pas par hasard, c'est toujours intéressant de faire un peu la sociologie de son propre cheminement intellectuel. Je me rappelle d'une chose quand j'étais petit, mon père était un officier de l'armée française et il était très patriote au sens français du terme, il nous envoyait au monument aux morts le 14 juillet et le 11 novembre, et puis ça tombait pendant les vacances scolaires et après j'allais en Allemagne chez ma grand-mère. Donc j'avais d'un côté une histoire française de la guerre et puis quand j'allais en Allemagne, je me promenais avec ma grand-mère dans le cimetière de la petite ville d'Offenburg où elle habitait et je voyais sur les tombes « gestorben in Russland » (mort en Russie), bref je voyais l'histoire des soldats allemands et immédiatement je me suis dit, il faut toujours dans la vie relativiser sa propre expérience par rapport à celle des autres. C'est mon premier élément de réponse à qu'est-ce que ça veut dire d'être européen, c'est-à-dire c'est l'empathie. C'est l'idée que quand on est en Slovaquie et quand on les entend parler de la France, de l'Europe, des problèmes sociaux, certes on est Français mais on doit essayer de comprendre pourquoi les Slovaques pensent comme ça, parce que les Slovaques ont leur Histoire et ils ont eu leur trajectoire, donc pour moi, c'est ça le fait d'être européen, et ça n'est absolument pas contradictoire avec le fait d'aimer un pays et d'être patriote. On peut aimer profondément son pays, moi j'ai grandi en France, et donc je me sens profondément français et j'aime ce pays et en même temps j'essaie d'avoir un comportement où j'essaie de comprendre les autres, et donc c'est ça dans le fond être européen. C'est surtout ne pas être nationaliste, ça c'est un point important. Être nationaliste c'est différent d'être patriote parce

que quand on est patriote c'est légitime mais quand on est nationaliste on est persuadé de la supériorité de son pays ce qui n'est pas exactement la même chose.

Donatien (D) : Vous nous avez parlé du Brexit.dans votre présentation. Un nouveau vote sur le Brexit vous semble-t-il souhaitable si oui possible ?

CL : Il me paraît très difficile. Pour une raison très simple, c'est que d'abord un nouveau vote voudrait dire qu'il y ait un nouveau référendum en Grande Bretagne, or la Grande-Bretagne est un pays qui n'a pas de constitution écrite, pas comme en France où vous avez un article de la constitution qui définit ce qu'est le référendum et un président de la République qui décide de prendre le risque en quelque sorte de mettre en œuvre ou non ce référendum. En Grande-Bretagne, tout doit aller devant le parlement, c'est une procédure ad hoc et le parlement, la chambre des communes et la chambre des lords doivent accepter qu'il y ait un nouveau référendum. Très franchement, quelle que soit la majorité élue, s'il y a de nouvelles élections législatives, si le premier ministre est conservateur à nouveau ou s'il est travailliste, je ne crois pas qu'il puisse y avoir une majorité à la chambre des communes pour un nouveau référendum, donc encore une fois je peux me tromper mais c'est vraiment pas l'hypothèse que je mettrais en avant en priorité. Le fait qu'on abandonne complètement la négociation sur le Brexit... ça oui pourquoi pas, une espèce d'abandon sans référendum mais un nouveau vote du peuple britannique je n'y crois pas beaucoup. Mais encore il y a eu tellement de retournements dans toute cette négociation que je peux totalement me tromper.

A : Que répondriez-vous à quelqu'un qui vous dirait que les règles de fonctionnement de l'Union Européenne sont incompréhensibles, même pour quelqu'un qui s'y intéresse ?

CL : Je répondrai en tant qu'expert qui ait consacré ma vie à comprendre l'Europe, j'ai moi-même souvent eu beaucoup de mal donc je comprends bien que les citoyens éprouvent des difficultés face au fonctionnement de l'Europe mais c'est toujours pareil, on peut trouver des bons compromis. Si par exemple je vais dans la rue et que j'interroge les Bellifontains en leur disant : « expliquez-moi le détail de la navette dans la procédure législative nationale entre l'Assemblée nationale et le Sénat, vous savez combien il y a de lectures, des amendements etc ». A mon avis enfin je peux tromper et tomber sur des gens qui sont férus de droit parlementaire français mais dans l'ensemble les gens vont avoir du mal à m'expliquer les détails. Mais ce qui est important c'est que les gens savent qu'il y a une Assemblée nationale et un Sénat et qu'il y a un échange entre les députés et les sénateurs. Après il y a les experts bien sûr, les gens comme moi et les étudiants mais pour les citoyens il faut au moins comprendre les grandes lignes du fonctionnement institutionnel et c'est là-dessus qu'il faut communiquer, mais c'est très difficile de communiquer de façon simple d'abord parce que les experts ont toujours tendance à ne pas être simple et les hommes et femmes politiques il faut qu'ils fassent l'effort de comprendre eux aussi ce qui représente pour eux-mêmes un effort, donc je ne blâmerai jamais quelqu'un qui me dit « vous savez moi j'ai du mal à comprendre comment ça marche ».

D : Tant mieux !... La commission européenne et ses 28 commissaires est-elle selon vous une institution légitime ?

CL : Oui parce que c'est une institution qui d'abord est le résultat d'un compromis intergouvernemental c'est-à-dire que cette commission ne sort pas du sol, de rien, c'est un compromis entre les Etats, or ces Etats sont des démocraties qui ont une responsabilité envers leurs citoyens et de plus il y a la procédure de validation par le parlement européen donc il y a

en quelque sorte une double procédure de contrôle démocratique donc oui, je dirais que la commission européenne est une institution légitime. Je sais qu'on attaque beaucoup cette institution je trouve qu'on le fait souvent de façon injuste parce que c'est une institution - il ne faut pas l'oublier - qui n'a qu'un pouvoir de proposition, elle ne décide pas. Les instances qui décident sont le conseil des ministres et le parlement européen. Donc quand on rentre de Bruxelles et qu'on dit « vous savez la commission européenne nous a imposé de faire ceci, cela etc », c'est un peu de la mauvaise foi quand même, je veux dire la commission européenne a proposé à des Etats et des parlementaires européens qui eux ont pris une décision. Ce qui n'est pas la même chose.

A : Comment comprendre l'affirmation des europhobies et des euroscepticisms ?

CL : Ah ! C'est un chantier que la science politique a engagé, c'est un chantier extrêmement compliqué aussi pour la raison suivante : il n'existe pas une forme d'europhobie et d'euroscepticisme mais des euroscepticisms qui sont différents d'un cadre national à un autre. Notre ami britannique ici présent, dans son pays vous avez une partie des conservateurs qui disent « nous on n'aime pas l'Europe parce qu'elle ne fait pas la part suffisamment belle au marché, c'est trop réglementé, pas assez libéral ». En France nous avons une partie des eurosceptiques qui disent exactement l'inverse, l'Europe c'est trop le marché, donc vous voyez selon qu'on se trouve dans le contexte britannique ou français, on peut avoir des euroscepticisms totalement différents et même à l'intérieur d'un même pays parce qu'en Grande-Bretagne il y a des travaillistes qui sont eux aussi eurosceptiques mais pour des raisons absolument inverses, ils pensent que la part du marché a été trop importante depuis trente ans dans le projet européen... Alors ça c'est une première difficulté mais pour répondre et essayer de trouver des dénominateurs communs, je pense que des dénominateurs communs c'est la formation dans toutes les démocraties d'Europe aujourd'hui de nouveaux clivages sociaux. Et ces nouveaux clivages sociaux annoncent la question de la mobilité, je dis la mobilité plus que la mondialisation c'est-à-dire que je pense que lorsque vous êtes très mobile, quand vous pensez avoir des bénéfices de la mobilité, c'est-à-dire lorsque vous êtes un étudiant par exemple, eh bien vous savez qu'il y a les programmes Erasmus qui vont vous permettre de voyager et que c'est quand même pas mal d'aller passer un an dans un autre pays et d'y apprendre une langue. Quand vous êtes un chef d'entreprise vous savez qu'il n'y a pas de barrières au commerce ce qui va vous amener à ne pas devoir perdre énormément de temps dans des droits de douanes... choses que vont redécouvrir les Britanniques si le Brexit a lieu. Quand vous êtes un chercheur comme moi qui savait que l'Europe soutient des projets de recherche et que vous pouvez travailler de façon transnationale avec vos collègues britanniques, italiens, allemands ce que je fais de façon quotidienne, vous êtes quelqu'un de mobile et vous êtes quelqu'un qui a le sentiment que cette construction européenne vous apporte quelque chose de positif. Mais vous n'avez pas que des gens qui bénéficient de la mobilité dans les sociétés, vous avez des gens qui pensent que cette mobilité se fait au détriment de leur statut, de leur situation sociale et ça, je crois que ça crée de nouveaux clivages, alors est-ce que c'est un clivage entre le peuple et les élites ? On aurait tendance à le dire parfois un peu vite parfois dans la presse ou dans les analyses journalistiques. Dans le fond quand on regarde les données sociologiques on se rend compte que ce n'est pas aussi simple que ça : vous pouvez être une élite non-mobile et aussi avoir le sentiment que vous ne bénéficiez pas de cette construction européenne. Mais en tout cas je pense que pour comprendre le phénomène de l'euroscepticisme nous devons travailler sur les nouveaux clivages sociaux qui traversent nos sociétés. On apprend en sociologie que pendant longtemps le clivage c'était entre le capital et le travail donc c'était aussi ce qui amenait à différencier la gauche de la droite dans la plupart des démocraties. Je pense qu'aujourd'hui ces clivages

n'ont pas complètement disparu, mais ne sont plus entièrement pertinents pour comprendre la structuration de notre société donc là c'est une analyse sociologique de ces nouveaux clivages qui nous permettra de comprendre ces nouveaux euroscepticisms.

D : Etes-vous favorable à l'adhésion à l'Union Européenne de la Serbie, du Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine ou encore de la Macédoine du nord ?

CL : Vous m'auriez posé cette question il y a 5 ans je vous aurais dit oui , mais aujourd'hui je suis plus réservé parce que je pense qu'il y a une telle crise de légitimité dans l'UE actuelle parmi les 28 ou 27 que dans le fond il faut consolider l'espace, l'identité avant de gagner d'autres membres à l'extérieur, c'est-à-dire qu'il faut d'abord être plus au fait de ce que nous sommes à 28 avant d'accueillir les autres. Donc je ne crois pas que l'élargissement à court terme soit être une priorité. Bien sûr j'ai conscience des effets que cela peut avoir dans ces pays, cela fait maintenant 15 ans que l'on dit aux Serbes « vous allez entrer dans l'UE ». Pour ceux qui croient à la modernisation de la Serbie en Serbie, qui croient à l'évolution vers des valeurs démocratiques de la Serbie c'est un formidable espoir et ils ont le sentiment que cette promesse se limite à des mots et n'est pas tenue, alors en contre-partie ça permet au parti nationaliste de dire « écoutez ces Européens ne veulent pas de nous donc allons ailleurs, allons voir en Russie, en Chine, ces pays nous aideront véritablement ». Donc ça, ce sont des effets pervers, et donc il y a une contradiction entre des contraintes presque de géopolitique et de l'autre le fait qu'il faut qu'on consolide la maison européenne mais à court terme je ne crois pas que ce soit une bonne chose qu'on aille devant les citoyens européens et qu'on leur dise « vous savez on va gagner 3 ou 4 membres de plus » et par ailleurs je ne crois pas que les citoyens l'accepteraient en sachant que dans un pays comme la France pour tout nouvel élargissement depuis 2008, le référendum est obligatoire, c'est l'article 88-5 de la constitution française qui a été introduit essentiellement dans le débat de l'élargissement à la Turquie mais qui s'appliquera de même manière aux pays de l'Europe balkanique que vous venez de citer.

A : Que pensez-vous de la ligne Wauquiez qui veut une Union Européenne rétrécie à 6 pays ?

CL : C'est une vieille idée française qui part de la nostalgie de l'Europe des six. C'est amusant que vous me posiez cette question parce que ce matin je travaillais un texte pour une publication en Grande-Bretagne sur la nostalgie en France de l'Europe des six et c'est cette idée qu'en faisant une petite Europe on va pouvoir créer plus de dynamiques politiques, un noyau dur... ce n'est pas une idée tout à fait nouvelle. Déjà dans les années 90 on en parlait, mais je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution, parce que même dans les pays censés représenter le noyau dur - l'Italie en est un très bon exemple, l'Allemagne aussi maintenant - on voit qu'il y a une remise en cause de l'intégration européenne et puis on a accepté les pays de l'Europe centrale, ils ont bien du mal parce que ils opèrent une sorte de retour vers leurs identité nationale aujourd'hui qui les met dans une situation de résistance même à l'Europe, et si on les laisse de côté on renforce la frustration et l'idée que de toute façon l'UE c'est un club de riches où il y a une première et deuxième classe. Les nationalistes polonais ne rêvent que de ça de pouvoir exploiter cette idée de première et deuxième classe, je trouve que politiquement ce n'est pas une solution très viable.

D : Pensez-vous qu'il faille plus d'Europe sur le plan militaire ?

CL : Oui je le pense, parce que je pense qu'historiquement l'Europe a vécu avec l'idée que la protection était assurée de l'extérieur par les Etats-Unis ce qui a été vrai. Je parle de l'Europe de l'ouest puis de l'Europe centrale lorsque ces Etats sont devenus membres de l'UE : ils ont

pensé la même chose, le premier souhait des Polonais, des Tchèques et des Slovaques c'était d'être membre de l'UE mais aussi de l'OTAN. Ils considéraient que la protection américaine c'était essentiel à leur sécurité. Je pense qu'aujourd'hui on peut s'interroger sur la question de protection américaine, je ne sais pas si les Etats-unis sont encore prêts à s'engager pour défendre l'Europe, j'ai l'impression que leurs priorités sont ailleurs, et je ne parle pas simplement de ce président américain un peu fun qui est Monsieur Trump, je pense que les tendances ont commencés avant lui et donc ça devrait amener les Européens à prendre leur responsabilité sur le plan militaire et sur le plan de leur propre sécurité, ça je le crois. Ca pose tout un tas de problèmes, la France de ce point de vue est un peu différente des autres parce que en France il y a toujours eu l'idée qui avait été mise à l'agenda politique par le Général de Gaulle qu'il fallait une autonomie stratégique de la France pour se défendre d'où la bombe atomique française... mais dans d'autres pays y compris l'Allemagne, on a toujours considéré qu'on n'avait pas à investir en matière de défense et on le voit bien aujourd'hui, si vous prenez la part du Produit National Brut que les Allemands consacrent à la défense c'est 1,3% du PNB, la France c'est 2% donc c'est très peu pour un économie aussi florissante mais il y a l'Histoire aussi, les Allemands ont eu la Seconde Guerre mondiale, la responsabilité du national-socialisme à porter après 1945, c'est quand même très lourd et donc ils ont développé une sorte d'aversion à la chose militaire.

Alors c'est en train de changer aujourd'hui au niveau des élites allemandes, on le voit bien dans les élites politiques. Dans la société allemande je dirais pas la même chose, je dirais que la défense ce n'est pas une priorité dans la société allemande aujourd'hui. Donc vous voyez ce que ça veut dire, qu'un pays comme l'Allemagne devrait bien entendu faire l'effort d'investir d'avantage pour qu'on ait cette défense européenne. Pour moi c'est un point essentiel, pas tant en raison de la menace que représenterait la Russie - même s'il faut rester vigilant - mais en raison du désengagement américain. Je pense que c'est vraiment ça le point important.

A : Que pensez-vous de la suppression annoncée de l'ENA ?

CL : (rires) On est loin de l'Europe là ! Alors, j'y suis plutôt favorable, ça peut vous étonner, mais j'y suis plutôt favorable. Mais ce n'est pas la même chose si la question est sur la suppression ou sur la réforme. Je pense en tout cas qu'il faut que la haute fonction publique française ait des concours de recrutement des jeunes gens qui soient moins formatés que ceux qui existent actuellement. En gros, et je ne voudrais pas cracher dans la soupe en parlant contre mon institution (Sciences Po), mais si vous voulez rentrer à l'ENA aujourd'hui et passer par le concours externe, si vous n'avez pas fait Sciences Po vous n'avez aucune chance. Quand je dis qu'il faut avoir fait Sciences Po c'est même encore un peu plus compliqué que ça, il faut avoir fait l'école et le master d'affaires publiques de Sciences Po, où vous préparez le concours de l'ENA et rien que le concours de l'ENA, une fois que vous avez votre master vous allez en prépa. Tout ça, ça formate. Alors que vous avez un tas de talents dans la société française que vous pouvez aussi recruter ! Vous avez des jeunes docteurs en économie, en histoire, en droit ! La justice administrative aujourd'hui, le Conseil d'Etat, n'a quasiment pas de docteur en droit. Non, on a ceux qui ont fait Sciences Po, qui ont réussi le concours et qui s'en sont bien sortis au concours. Donc je pense qu'il faut qu'il y ait une diversification des modes de recrutement de la haute fonction publique. Parce que sinon la société française va vivre la haute fonction publique comme une caste coupée de la société, etc. Ce n'est pas un petit sujet politiquement, et en plus on se prive de talents, on a aussi de plus en plus de jeunes qui étudient à l'étranger en France. Des jeunes qui partent faire leurs études aux Etats-Unis, au Canada... Ils ne peuvent pas devenir hauts fonctionnaires quand ils rentrent car ils n'ont pas été dans le moule de préparation au concours externe. Je trouve ça dommage ! Je pense que c'est l'idée que le président de la République avait en tête.

Deuxièmement, je pense qu'il faut revoir la notion de « grand corps de l'Etat ». Je dis ça à mon directeur qui est conseiller d'Etat, ça le fait toujours sourire, mais il y a quand même cette idée que lorsque vous êtes bien sorti à l'ENA, dans ce qu'on appelle la « botte » (c'est ainsi que l'on s'exprime), vous pouvez ensuite prétendre faire à peu près n'importe quoi au sein de l'appareil d'Etat. Vous pouvez être directeur de l'Opéra de Paris, présider une radio, une commission de la lutte contre la radicalisation, etc. Cette idée aussi que le fait que vous apparteniez à un corps vous donne le droit de faire à peu près tout me paraît devoir être discutée. Donc je trouve que politiquement on court toujours le risque de la démagogie en faisant une proposition comme celle-ci. Mais je comprends les besoins du changement, et je pense que pleins de gens les comprennent aussi. Je termine en disant que ça ne règle pas tout parce que beaucoup de choses se jouent en amont des concours à l'ENA, et elles se jouent à votre âge, en fonction des lycées dans lesquels on se trouve, il faut dire les choses franchement, on n'a pas forcément les mêmes chances après. Vous êtes plutôt chanceux, vous le savez ? Quand on est chanceux il vaut mieux le savoir. C'est ce que je dis aussi à mes étudiants de Sciences Po, je leur dis « N'oubliez pas qu'il n'y a pas que Sciences Po au monde. Vous avez de la chance, vous avez bossé, vous avez passé le concours, c'est vrai, il y a un élément de méritocratie. Mais travailler en amont sur l'éducation, ce que font les enseignants, les proviseurs, c'est très important aussi. ». Et j'ajoute qu'il y a 15 ans, lorsque le directeur de Sciences Po qui s'appelait Richard Descoings, et avec lequel je m'entendais très bien, a lancé les concours pour les zones d'éducation prioritaires, je l'ai soutenu très fortement. En même temps j'ai vu à l'époque les oppositions qui venaient de bords politiques forts différents, et aujourd'hui 15 ans après, quand on constate les effets de ce concours, on se dit que c'est quand même une grande réussite. A tel point que l'école Polytechnique y pense, et l'Ecole Normale Supérieure également. Il y a des choses qui bougent dans la société, c'est comme ça que les sociétés évoluent, et je trouve ça très bien.

D : Pour revenir sur notre thème, pensez-vous que l'Europe a besoin de se développer dans l'économie numérique pour se redynamiser ?

CL : Oui bien sûr ! Le grand défi de l'économie aujourd'hui c'est le numérique. C'est une combinaison entre le numérique d'un côté et le développement durable de l'autre. On voit bien qu'on est train de changer d'ère pour ce qui est de l'économie. Vos professeurs vous ont appris ce qu'est le capitalisme industriel, après il y a eu l'ère du capitalisme financier, et là on passe à autre chose, où il faut qu'on combine les formidables évolutions technologiques en matière de numérique à la préservation de la planète ; les deux doivent être ensemble. En Europe, on est assez bons sur la préservation de la planète ; je dois dire que même au niveau international l'Europe a apporté des normes comme les normes de changement climatique, les citoyens sont assez conscients de la nécessité de vivre en accord avec notre planète, je pense que dans votre génération c'est encore plus marqué que dans ma propre génération. J'ai participé au Grand Débat, que j'ai animé, et j'ai été intéressé de voir que les propositions que faisaient les jeunes portaient surtout sur les questions d'environnement. C'était souvent des questions très positives. En Europe on est beaucoup moins bons sur le numérique : les Britanniques sont un peu meilleurs, et puis il y a les petits pays, comme l'Estonie, un pays très dynamique en matière de recherche sur le numérique, mais il faut absolument qu'on investisse plus. Le problème c'est que pour évoluer dans le domaine du numérique vous devez prendre des risques en matière d'investissement. L'Europe a traversé de telles crises depuis dix ans que les chefs d'entreprises ne prennent pas ces risques. Les Allemands ne prennent pas de risques non plus. Il y a tout un débat maintenant sur l'avenir de l'industrie automobile allemande et la connexion avec le numérique (la voiture sans chauffeur etc). Je pense qu'il va falloir qu'on investisse plus dans ce domaine, bien sûr. C'est pour moi un des grands sujets

des dix années à venir, parce qu'on constate aussi qu'il y a un tas de jeunes comme vous, bien formés, qui vont travailler dans la Silicon Valley. Si on pouvait en avoir une en Europe ça serait bien ! Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est vrai qu'il y a des variations en fonction des pays, mais investir dans la recherche de manière générale c'est vraiment fondamental pour nos sociétés, et surtout pour une société comme la société européenne, où on est d'abord très peu par rapport au reste du monde, et puis ensuite on a des sociétés émergentes qui produisent des biens de consommation courante à des prix que nous ne pourrions jamais concurrencer (et ce n'est même plus la Chine aujourd'hui, c'est la Malaisie, le Vietnam, etc.). On n'a donc pas tellement d'autre choix que de miser sur de la haute valeur ajoutée en Europe. C'est là où la question du numérique est importante, il faut qu'on ait des grands investissements, mais sans la prise de risque des entreprises, vous en pouvez pas évoluer dans ce domaine. Or pour l'instant elles ne veulent pas trop prendre de risques, et je les comprends aussi parce que leur objectif c'est un peu la protection pour l'instant.

A : Quel regard portez-vous sur la crise des migrants à l'égard de l'UE, et notamment sur le fait que des pays comme la France rétablissent temporairement leur contrôle aux frontières ?

CL : Je pense que la migration internationale c'est typiquement le genre de question qu'on règle mieux au niveau européen ou international que seul. La question de la gestion des flux migratoires, ce n'est pas que l'Europe laisse faire et qu'il faut rétablir le national, c'est qu'il faudrait qu'on ait des contrôles et des procédures européennes qui soient plus développés. Je suis pour une réforme de la convention de Schengen pour un meilleur contrôle des frontières extérieures, je pense qu'en même temps il est normal qu'il y ait une forme de contrôle des migrations parce qu'on court le risque sinon d'avoir des flux qu'on ne peut pas intégrer socialement. Cela crée beaucoup de difficultés sociales et frustrations politiques, et le seul moyen de le faire c'est à plusieurs. Mais vous ne pouvez pas parler rationnellement de cette question des migrations dans les pays européens : s'il y a un sujet passionnel, où on perd la rationalité quand on en parle dans le langage et discours politique, c'est bien celui-ci, parce qu'il renvoie à la question des identités. Pour votre génération, je crois que la vraie question c'est : est-ce qu'on va pouvoir un jour parler rationnellement de cette question des migrations, sans que ce soit uniquement une question purement affective ? Il y a un pays, avec en même temps une trajectoire historique tellement différente, qui peut montrer l'exemple, c'est le Canada. Au Canada on parle très rationnellement de la question migratoire ; mais 37 millions d'habitants pour un territoire beaucoup plus vaste que l'Europe, et une nation de migrants (puisque par définition tous les Canadiens, à l'exception des autochtones, sont issus de l'immigration). Je voudrais aussi dire que nos sociétés européennes ont beaucoup intégré et ont su intégrer au cours de l'histoire des étrangers, deux de mes grands-parents n'étaient pas français ! Nous sommes 25% comme ça de Français à avoir au moins un de nos grands-parents qui n'étaient pas de nationalité française. Les Britanniques ont su très bien faire aussi, les Allemands le font maintenant plutôt bien, donc il ne faut pas non plus avoir une vision complètement négative de cette question. Il faut en même temps que ça s'accompagne de la possibilité d'intégrer, de former, d'offrir. Pourquoi est-ce qu'en Allemagne dans le fond ça s'est relativement bien passé, malgré les oppositions, notamment à droite, c'est aussi parce que le marché du travail allemand a permis à beaucoup de ces réfugiés politiques (ce qui n'est pas exactement la même chose qu'émigré économique, ça aussi il faut le dire), mais ces réfugiés ont pu être formés par tout le système de la formation des entreprises allemandes, intégrés dans le marché du travail, donc là ça devient tout de suite beaucoup plus facile sur le plan social. Donc il ne faut pas non plus avoir une vision purement catastrophique de ce phénomène des migrations.

D: Pour terminer, de quel récit l'UE a-t-elle besoin concrètement pour reconquérir ses citoyens ?

CL: D'abord y a-t-il un récit européen ? Je pense que cette question du récit, c'est ce qui fait de l'Europe un objet politique très différent des Etats, et pas de tous les Etats d'ailleurs puisqu'il y a des Etats où il y a des récits compliqués, mais il y a pas mal d'Etats où il y a un récit historique qu'on peut déployer comme ça assez facilement. En France on a un récit, sur la République, sur la laïcité ; en Pologne il y a un récit national (les Polonais n'ont pas de problème avec le fait d'avoir un vrai récit qui a été la résistance à tous ceux qui ont voulu les envahir, etc). En Europe c'est plus difficile parce qu'on n'a pas eu tous les mêmes histoires, mais en tout cas on a quand même un point commun, tous, c'est 1) l'Etat de droit, pour moi le récit autour de l'Etat de droit (la traduction de ce qu'on appelle en anglais « rule of law », c'est-à-dire le fait qu'on respecte la liberté de chacun de penser, de s'exprimer, d'avoir du discernement) est un vrai acquis qui nous distingue. Je regrette que dans certains pays membres de l'UE cet Etat de droit soit parfois remis en cause. Deuxièmement, ce n'est quand même pas banal, on a un système qui rend la guerre impossible. On l'a tellement intégré comme une banalité, comme quelque chose de normal, votre génération comme ma génération (je suis né dans les années 60 donc je n'ai pas connu la guerre, contrairement à mes parents et mes grands-parents), qu'on oublie que ce n'est pas quelque chose de normal à l'échelle de la planète, c'est-à-dire le fait de pouvoir régler nos problèmes, nos différences, en négociant et pas en s'envoyant des missiles ou des commandos. Et ça, il faut le rappeler. Je pense que ça a encore du poids pour votre génération, parce qu'on a tendance à dire « oui mais vous savez, la nouvelle génération ça ne les touche plus, c'est des histoires pour les grands-parents qui ont connu la guerre, puis la réconciliation franco-allemande, maintenant pour les jeunes Français de 17 ans l'Allemagne est simplement une grande démocratie voisine », ce qui est vrai, et d'ailleurs tant mieux ! On a quand même bien évolué dans l'Histoire. Mais en même temps, je pense que les jeunes comme vous peuvent encore comprendre la question des trajectoires, et donc ça, ça peut faire partie du récit.

Donatien GERY – Aliénor PLUMEL (1ES1), le 9 mai 2019 à Fontainebleau